

Un nouveau plan sur la table

Mons La direction de la chaîne Télé MB présentera, mardi, des chiffres affinés au syndicat.

Depuis fin octobre soit depuis quatre mois, la situation financière catastrophique de la chaîne de télévision locale de Mons-Borinage (Télé MB) est connue. Après des sorties de presse fracassantes quant à la dette cumulée de 600 000 euros et le déficit structurel annuel de 170 000 euros, le dossier épineux de l'avenir de Télé MB n'a toujours pas concrètement abouti.

S'il y a bien eu une multiplication des échanges formels et informels entre le conseil d'administration ainsi que la direction de la chaîne de télévision et les élus politiques des communes concernées, force est de constater que l'état d'urgence dénoncé, en octobre dernier, a pris du plomb dans l'aile.

Fin janvier, le plan d'économies et de réorganisation mis sur pied par la direction générale était recalé par les syndicats et les bourgmestres des communes. Le directeur général devait revoir sa copie et présenter davantage de mesures pour pérenniser l'outil.

Racler les fonds de tiroirs pour trouver des

solutions acceptables pour le personnel (soit 36 personnes dont 31 équivalents temps-plein), pour les communes et la direction générale était donc la mission quasi impossible à relever. Selon nos informations, un nouveau plan sera déposé, mardi, sur la table. Il doit notamment avoir tenu compte des exigences du syndicat et des bourgmestres. "Je confirme que nous avons une réunion de concertation qui est prévue mardi et un conseil d'administration qui est programmé le lendemain", assure David Flament, le directeur de la chaîne. Il ne divulguera aucune précision souhaitant réserver la primauté de ce nouveau plan de sauvetage au personnel.

"La situation n'est plus la même"

La délégation syndicale (Setca) représentée par le secrétaire régional, Patrick Salvi, confirme que "la situation d'urgence n'est plus la même. Au niveau financier, ils ont pu obtenir des délais supplémentaires afin d'assurer le paiement des salaires. Il semble maintenant qu'il y ait une proposition qui tiendrait la route et elle nous sera présentée mardi. Depuis le départ, j'affirme que sans l'aide des communes, la télévision ne pourra pas fonctionner."

Est-ce qu'un nouvel effort des communes sera sollicité ? Il y a fort à parier mais, là aussi, il faudra que les trois familles politiques le négocient.

C. Ti.

Fin janvier, le plan d'économies et de réorganisation mis sur pied par la direction générale était recalé par les syndicats et les bourgmestres.